

Santé, Protection animale, Environnement
2 rue Pierre Bonnard
CS 70590
64010 Pau

Pau, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA EKIALDE

Site de Lohitzun

Siège social :

Ferme Elizaldia
64220 Gamarthe

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement SCEA EKIALDE implanté Jean Baptiste Loyatho quartier Alcuque 64120 Lohitzun-Oyhercq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé dans le cadre de la programmation annuelle de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA EKIALDE
- Jean Baptiste Loyatho quartier Alcuque 64120 Lohitzun-Oyhercq
- Code AIOT : 0056401013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Présentation de l'installation

La SCEA EKIALDE est un élevage porcin de type post-sevreur / engraisseur, soumis au régime de l'autorisation au titre de la législation sur les ICPE et à la directive dite IED (émissions industrielles). La capacité de production est de 1280 porcelets en post-sevrage (PS) et 2280 porcs à l'engraissement (PC). Le nombre de salariés comprend 2,5 ETP dont le responsable d'élevage. Leyre Loyatho, co-gérante, est également responsable de deux autres élevages (SCEA EKIALDE) sur les communes de Gamarthe et Ainhice-Mongelos.

L'effectif actuel est de 1042 porcelets PS et 1982 PC. La production annuelle est d'environ 7200 porcs. Le taux de mortalité est inférieur à 3 %.

Les porcelets proviennent d'un site de naissance géré par le groupement FIPSO - NURSILAND.

Les animaux sont élevés jusqu'au poids vif de 110 kg pour un tiers la production, le restant jusqu'au poids de 125 kg dans le cadre d'une filière locale (circuit court et vente directe) sous la marque "ELIZALDIA" également géré par la famille Loyatho (atelier de transformation sur la commune de Gamarthe).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	Sans objet
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
4	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différents travaux réalisés depuis trois ans permettent de répondre favorablement aux objectifs d'optimisation des consommations énergétiques, de rationalisation de la conduite d'élevage et d'amélioration des conditions de bien-être des animaux.

La non-conformité relevée concernant l'absence d'enregistrement mensuel des prélèvements d'eau du forage (objectif : vérification si fuites, comptabilisation de la consommation annuelle) peut facilement être corrigée.

La poche incendie, endommagée, doit être remise en service.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Autre, Généralités
Prescription contrôlée : Propreté
Constats : Le site est globalement bien tenu et entretenu. Il reste à enlever divers matériaux suite aux travaux réalisés (caillebotis, ferrailles, ...), matériaux stockés correctement n'engendrant pas de problèmes de circulation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : étanchéité
Constats : D'importants travaux ont été réalisés dans les différentes salles de post-sevrage et d'engraissement : <ul style="list-style-type: none">- Réfection des pré-fosses (étanchéité et réseau de transfert du lisier), Il reste 5 salles en PS à faire cette année.- Les salles de post-sevrage ont été entièrement réaménagées : nouveau caillebotis en plastique et béton, niche avec lampe chauffante (arrêt de l'utilisation du gaz), augmentation du nombre d'abreuvoirs par cases, mise en place de fenêtres supplémentaires et néon de type LED. L'exploitant indique une nette amélioration en terme de gain sur la croissance des porcelets. <ul style="list-style-type: none">- L'alimentation est passée en sec (arrêt de la machine à soupe), mise en place de sept nouveaux silos verticaux le long du bâtiment d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Lutte contre l'incendie
Constats : La poche incendie, d'un volume de 350 m3, est endommagée et n'est plus en service depuis août 2025.

Poche percée accidentellement suite aux travaux d'élagage de la haie située à proximité.
Les travaux de réparation sont engagés.
Les extincteurs sont contrôlés tous les ans par la société EXPABA - dernier contrôle : 08/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

Contrôle des installations électriques

Constats :

Les installations électriques sont contrôlées tous les ans par l'APAVE.
dernier contrôle : 27 janvier 2025.

Les réparations sont effectuées par un électricien qualifié (industrie) - Jacky Guiroy.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Emissions dans l'eau et dans les sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

Thème(s) : Autre, Prélèvements et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Forage

Constats :

L'eau utilisée pour le fonctionnement de l'élevage provient d'un forage (profondeur 56m - traitement de l'eau par filtration et chloration).

Non-conformité : absence d'une procédure d'enregistrement claire pour quantifier la consommation d'eau et prélèvement dans le milieu naturel.

indication compteur à la date du 06/10/2025 : 96026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

